

Direction Inspection Contrôle Audit

Dijon, le

13 JUIN 2024

Le directeur général de l'agence régionale de santé
à

Monsieur le Président de la Mutualité Française du Jura
2 rue du Solvan

39000 LONS-LE-SAUNIER

RAR N°

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS : 39 000 613 8 - EHPAD RESIDENCE DES LACS – CLAIRVAUX-LES-LACS

**PJ : - tableau des mesures définitives
- tableau de suivi RH**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 29 septembre 2023 les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse - envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

Cette échéance passée, aucun élément de réponse et/ou commentaire éventuel de votre part a été transmis à mes services.

Aussi, par le présent courrier et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 29 septembre 2023, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr



J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : [REDACTED] chargé de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale du Jura : [REDACTED]

Par ailleurs et afin de renforcer les conditions d'un accompagnement de proximité entre mes services et la direction de votre établissement, je vous remercie de bien vouloir compléter le fichier « tableau suivi RH » en pièce jointe. Ce dernier permettra d'assurer un suivi spécifique sur la thématique des ressources humaines de votre établissement et d'apprécier la stabilité de ses équipes soignantes.

Il sera à adresser (en format Excel) au chargé de mission ARS susmentionné, en charge du suivi, à 6 mois à compter de la réception du présent courrier.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé et des solidarités,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Copies à :

Madame la Directrice
390006138 - EHPAD Résidence des Lacs
1 Chemin Langard
39130 CLAIRVAUX-LES-LACS

Monsieur le Président
Conseil départemental du Jura
17 rue Rouget-de-Lisle
39039 LONS-LE-SAUNIER CEDEX

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Date de mise à jour des mesures : 04/05/2024		Nom établissement : EHPAD RESIDENCE DES LACS		Commune : CLAIRVAUX LES LACS					
Coordonnateur : [REDACTED]		Adresse : 1 CHE L'ANGARD		Code postal : 39130					
Prescriptions									
Nb	S	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport L/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1		Disposer d'un directeur ayant la qualification requise pour diriger un EMD ou inscrit dans un parcours qualifiant permettant d'acquies la compétence nécessaire	Article D312-176-6 et suiv. du CASP	3 mois	Preuve de l'inscription du directeur dans une formation qualifiante	E1	N		La mission note qu'aucune réponse n'a été apportée dans le cadre de la procédure contradictoire. En conséquence, la prescription N°1 est maintenue et notifiée.
2		Disposer d'un temps complémentaire de médecin coordonnateur disposant de la qualification requise afin d'assurer l'ETP réglementaire requise au regard de la capacité de l'EHPAD [REDACTED] - soit en augmentant le temps de travail du médecin coordonnateur actuel de l'établissement [REDACTED] - soit en proposant une solution alternative.	Article D312-156 du CASP	6 mois	Avenant au contrat de travail du médecin coordonnateur Autres modalités d'intervention proposées	E5	N		La mission note qu'aucune réponse n'a été apportée dans le cadre de la procédure contradictoire. En conséquence, la prescription N°2 est maintenue et notifiée.
3		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS/IDE (ETP cible) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources requises en lien avec l'ETP cible ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en assurant de la détection effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD ; - en consolidant la mise en place et l'accompagnement de parcours qualifiant pour accompagner la montée en compétences des professionnels RHs en poste.	Article L312-1 du CASP Article L312-1, 8 et 4 du CASP Article D312-155-0 II du CASP	6 mois	Maquette organisationnelle révisée Plan d'action faisant apparaître les différents leviers d'actions, les délais et les réalisations pour recruter les ETP manquants et stabiliser le personnel Tableau de suivi nominatif des personnels RH AS en cours de VAE (date et n° de recevabilité de la demande, stade de la VAE, nom du tuteur)	E4 E6 R6	N		La mission note qu'aucune réponse n'a été apportée dans le cadre de la procédure contradictoire. En conséquence, la prescription N°3 est maintenue et notifiée.
4		Mettre le règlement intérieur en conformité avec les évolutions législatives issues de la loi n°2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte et mettre en place une procédure interne de signalement des alertes.	Article L312-24 du CASP	6 mois	Règlement intérieur modifié et validé par les instances compétentes de l'organisme gestionnaire	E3	N		La mission note qu'aucune réponse n'a été apportée dans le cadre de la procédure contradictoire. En conséquence, la prescription N°4 est maintenue et notifiée.
5		Revoir les modalités de délégation et de signature de la directrice de l'établissement afin qu'elle puisse vérifier le partage des responsabilités entre le gestionnaire et la directrice, afin de se mettre en conformité avec la réglementation.	Article D312-176-5 du CASP	3 mois	Délégation de pouvoir et signatures révisée	E2	N		La mission note qu'aucune réponse n'a été apportée dans le cadre de la procédure contradictoire. En conséquence, la prescription N°5 est maintenue et notifiée.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 04/06/2024		Nom établissement : EHPAD RESIDENCE DES LACS		Commune : CLAIRVAUX LES LACS	
Coordonnateur :		Adresse : 1 CHE LANGARD			
		Code postal : 39130			
Recommandations					
Nb	\$	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Observations
1		Définir et mettre en oeuvre des leviers pour stabiliser la fonction de direction et en assurer la continuité effective en formalisant un protocole et des plannings d'astreinte diffusés au personnel.	RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008.	R2	La mission note qu'aucune réponse n'a été apportée dans le cadre de la procédure contradictoire.
2		Elaborer une procédure formalisée permettant de répondre à l'absentéisme de personnels au sein de l'établissement : - pour les absences programmées d'une part ; - et pour les absences non programmées d'autre part.		R4	La mission note qu'aucune réponse n'a été apportée dans le cadre de la procédure contradictoire.
3		Améliorer l'encadrement au sein de l'établissement en mettant en place une équipe de direction. Et Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels.	RBPP Bientraitance : définition et repères pour la mise en oeuvre, HAS, 2008	R1	La mission note qu'aucune réponse n'a été apportée dans le cadre de la procédure contradictoire.
4		Définir la stratégie de la structure en matière de développement et de maintien des compétences en lien avec le recueil des besoins en formation des salariés et les obligations réglementaires qui s'imposent au gestionnaire Assurer la sensibilisation régulière à la bientraitance et/ou la prévention de la maltraitance de l'ensemble des salariés en inscrivant annuellement, dans le plan de développement des compétences, une formation relative ce thème, ceci afin de développer une réflexion collective sur les pratiques professionnelles, la connaissance des conduites à tenir et une culture partagée autour de définitions communes.	RBPP : mise en oeuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008 RBPP : missions du responsable d'établissement et au rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, partie II, HAS, 2008	R5	La mission note qu'aucune réponse n'a été apportée dans le cadre de la procédure contradictoire.
5		Disposer d'un organigramme régulièrement mis à jour de l'ensemble des collaborateurs en poste, en identifiant les liens hiérarchiques et fonctionnels entre les différentes composantes de la structure ainsi que les postes vacants, afin de donner une lisibilité de l'organisation aux personnels permanents ou occasionnels et aux familles.	RBPP Bientraitance : définitions et repères pour la mise en oeuvre, HAS, 2008	R3	La mission note qu'aucune réponse n'a été apportée dans le cadre de la procédure contradictoire.